

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 58 Octobre 2008

Le vieux monde s'écroule

En cette période de grandes incertitudes, je soumets à votre réflexion deux auteurs particulièrement éclairants.

Susan George, écrivaine et militante altermondialiste

Susan George décrit d'abord le « **piège triangulaire** » social, financier et écologique en train de se refermer sur l'humanité.

« La crise écologique est la plus grave de toutes. Est-il possible de la résoudre alors que nous vivons dans la période du capitalisme néolibéral la plus folle de toute l'histoire de l'humanité ? **Le capitalisme est un système qui vit dans l'éternel présent et se montre incapable d'inclure les risques futurs dans ses analyses marchandes.**

Pour sortir de la crise écologique, **il faut convertir l'économie actuelle comme si l'on entrait en guerre**, comme dans les années 1940 [aux Etats-Unis]. L'Etat ou la BCE doit exiger que les banques consacrent x % de leurs prêts à des fins environnementales, comme les énergies alternatives, la construction de bâtiments à consommation énergétique nulle, l'isolement des structures existantes, l'amélioration des transports en commun propres et économes, ..., le tout à des taux d'intérêt très bas, sinon nuls.

Dans ce scénario, l'Etat ne se contente pas de peser sur les investissements des banques, mais participe à cette conversion environnementale. Il investit fortement dans la recherche fondamentale et le développement technologique. Il trouve les ressources dans des impôts nouveaux, notamment sur le carbone, les profits des entreprises transnationales et toute transaction spéculative telle que les opérations de bourse ou les échanges de monnaie.

Cette redirection de l'argent public est créatrice d'emplois car une économie écologique exige la maîtrise de technologies nouvelles, des travailleurs bien formés, productifs et bien payés. » (numéro hors-série de *Politis*, novembre 2008, « *quelles solutions pour un autre monde ?* »).

Immanuel Wallerstein, sociologue américain, disciple de Fernand Braudel

« Fernand Braudel distinguait le temps de la « longue durée », qui voit se succéder dans l'histoire humaine des systèmes régissant les rapports de l'homme à son environnement matériel, et, à l'intérieur de ces phases, le temps des cycles longs conjoncturels. Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a 30 à 35 ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des 500 ans de l'histoire du système capitaliste.

Dans une phase A, le profit est généré par la production matérielle, industrielle ou autre ; dans une phase B, le capitalisme doit, pour continuer à générer du profit, se financiariser et se réfugier dans la spéculation. Depuis plus de 30 ans, les Etats et les ménages s'endettent, massivement. Nous sommes aujourd'hui dans la dernière partie d'une phase B de Kondratieff, lorsque le déclin virtuel devient réel, et que les bulles explosent les unes après les autres : les faillites se multiplient, la concentration du capital augmente, le chômage progresse, et l'économie connaît une situation de déflation réelle.

Mais aujourd'hui, ce moment du cycle conjoncturel coïncide avec, et par conséquent aggrave, une période de transition entre deux systèmes de longue durée. Je pense en effet que **nous sommes entrés depuis 30 ans dans la phase terminale du système capitaliste**. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer.

Le rattrapage économique de l'Asie de l'est, de l'Inde, de l'Amérique latine, constitue un défi insurmontable pour l'« économie-monde » créée par l'Occident, qui ne parvient plus à contrôler les coûts de l'accumulation. En fait, la dernière période d'accumulation réelle –les « 30 glorieuses »– n'a été possible que parce que les Etats keynésiens ont mis leurs forces au service du capital. Mais là encore, la limite a été atteinte.(...)

Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun : **il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle**. Mais comme cet avenir sera la somme du nombre incalculable de ces actions, il est absolument impossible de prévoir quel modèle s'imposera finalement. **Dans 30 ou 40 ans, un nouveau système aura émergé**. Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas plus violent que le

capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un système plus égalitaire et redistributif. » (*Immanuel Wallerstein, Le Monde, 12-13 octobre*).

Bonnes nouvelles

Les Nations-Unies réorientent leur politique d'achat des produits agricoles vers les pays pauvres.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) va modifier de manière radicale sa politique d'achat des produits agricoles qu'il distribue dans les pays confrontés à des crises alimentaires. Plutôt que de puiser dans les stocks des pays riches, l'agence des Nations unies prévoit de se fournir désormais auprès des agriculteurs des pays pauvres : soit, au cours des 5 prochaines années, 40 000 tonnes de nourriture (de quoi nourrir 250 000 personnes) auprès de 350 000 petits exploitants et agriculteurs à faible revenu d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique subsaharienne. Le PAM prévoit de consacrer cette année entre 5 et 6 milliards de dollars aux achats agricoles, contre 2,7 milliards de dollars en 2007. (*Le Monde*, 16 octobre).

Congé maternité. La Commission européenne porte la durée minimale de ce congé de 14 à 18 semaines. La directive doit d'abord être examinée par le Parlement et par les Etats européens qui doivent l'approuver à la majorité qualifiée. Aujourd'hui, les futures mères bénéficient de 16 semaines de congé maternité (26 à partir du 3^{ème} enfant). (*Le Monde*, 10 octobre).

L'Europe veut faire manger plus de fruits aux écoliers. Les députés de la commission agriculture du Parlement européen voudraient augmenter le budget consacré à la distribution de fruits dans les écoles (en ajoutant 500 millions d'euros aux 90 millions d'euros prévus pour le budget 2009-2010). Dans l'Union européenne, en effet, 5 millions d'enfants sont obèses et 22 millions souffrent de surpoids. En France, le programme « un fruit pour la récré » lancé par le ministère de l'agriculture concerne, depuis la rentrée, 1000 écoles de quartiers défavorisés. (*Le Monde*, 10 octobre).

Camembert. L'appellation d'origine contrôlée « camembert de Normandie » est réservée au camembert au lait cru, ni « thermisé », ni microfiltré. Avec des critères de production du lait renforcés, davantage de vaches de race normande, la réduction du maïs dans l'alimentation du troupeau (selon un décret publié au JO du 18 septembre). « Les dirigeants de Lactalis ont joué au poker et ont perdu. La chute des ventes est, avant tout, liée à l'abandon de la véritable AOC en mars 2007 », estime Philippe Lepetit, dernier membre de la famille fondatrice à avoir dirigé la fromagerie augeronne avant son rachat par Lactalis en 1978. (*Le Monde*, 28, 29 septembre).

Réchauffement climatique

Les émissions de CO2 excèdent largement les prévisions.

Depuis 2000, les émissions ont crû en moyenne de 3,5 % par an, soit quatre fois plus vite qu'entre 1990 et 2000, où cette augmentation annuelle n'avait été que de 0,9 % par an.

Le niveau d'émission se situe au-dessus des scénarios les plus pessimistes que le GIEC a utilisés pour prévoir le changement climatique à la fin du siècle.

A quoi l'imputer ? A la croissance économique pour l'essentiel ; à la multiplication des centrales électriques à charbon en Chine ; à la baisse d'efficacité des puits naturels de carbone par l'océan et la biosphère terrestre.

Le Sud émet désormais plus que le Nord. La Chine est devenue en 2006 le plus gros émetteur de CO2 (en valeur absolue), dépassant les Etats-Unis ; l'Inde va dépasser la Russie. (*Le Monde*, 27 septembre).

Réduire la consommation de viande.

L'humanité devrait viser, en 2050, une consommation moyenne de **500 g de viande et d'un litre de lait par semaine et par personne**. C'est ce qu'indique un rapport du Centre pour la stratégie environnementale de l'université du Surrey (Grande Bretagne), qui rejoint les préconisations du GIEC (groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat). La consommation actuelle est de 730 g de viande et de 1,5 litre de lait par semaine et par personne, au niveau de la planète, mais de 1,6 kg et 4,2 l en Grande Bretagne.

La production de viande et de produits laitiers représente à elle seule 50 % des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble de la production agricole, soit un peu moins de 10 % des émissions totales du pays. La réduction des émissions passe donc par une optimisation de chaque étape de la chaîne alimentaire (transport, conditionnement, réfrigération, etc) mais aussi par un changement de nos comportements alimentaires.

En France, la consommation de viande rouge a commencé à régresser lentement à partir des années 1980. (*Le Monde*, 4 octobre).

Emploi.

Environ une centaine de millions d'emplois sont aujourd'hui générées par les énergies renouvelables, les activités de recyclage, de traitement des déchets, les nouveaux modes de construction... Toutes ces activités sont en forte croissance. Selon un rapport publié par l'Organisation internationale du travail, le potentiel d'emplois que porte la mutation – encore timide – vers une économie moins polluante se chiffre, à l'horizon 2030, en dizaines de millions. (*Le Monde*, 26 septembre).

Faim

De toute évidence, il y a crise et crise, urgence et urgence, milliards et milliards. Ainsi François Danel, le directeur général d'Action contre la faim, se dit surpris « de voir la capacité de lever en quelques jours 700 milliards de dollars aux Etats-Unis, et des centaines de milliards en Europe, alors que nous rencontrons les plus grandes difficultés à trouver les fonds pour des enfants qui meurent de faim ».

Pour traiter les 19 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, potentiellement en danger de mort, Action contre la faim considère que 3 milliards d'euros par an seraient nécessaires. Selon la FAO, 30 milliards par an suffiraient pour assurer la sécurité alimentaire de la planète. « Depuis des années, aucune des promesses faites par la communauté internationale pour venir à bout de la faim et de la malnutrition n'a été tenue », rappelle Action contre la faim. (*Le Monde*, 14 octobre).

La fin du pétrole

Le baril est redescendu au dessous de 80 \$ (78,85 \$ le 15 octobre). [*Chouette, plus la peine de se restreindre. D'accord, on va épuiser les ressources plus vite. Mais on compensera par l'énergie nucléaire !*]

Le prix de l'uranium est passé de 7\$ la livre en 2001 à 75 \$ fin 2007... soit une augmentation plus rapide que le pétrole ! Depuis 1991, la consommation d'uranium dépasse la production. Ceci est compensé par la réutilisation de l'uranium provenant du démantèlement des armes nucléaires. Actuellement, cette reconversion fournit près de la moitié du combustible. Les spécialistes s'attendent à la fin de ce stock pour 2015... D'ici là, les mines d'uranium pourront produire un peu plus... mais ce ne sera sans doute suffisant que si on arrête les réacteurs les plus âgés sans les renouveler. Prévoir de remplacer le pétrole par de l'électricité produite par le nucléaire n'a donc strictement aucun sens. (*Silence*, octobre).

Le néocolonialisme

Le néocolonialisme est une réalité politique qui s'est imposée, en lieu et place d'une véritable décolonisation, dans les pays des ex-empires coloniaux devenus théoriquement indépendants dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Le néocolonialisme a affecté surtout les pays de l'Afrique subsaharienne, particulièrement les pays francophones.

De tous les anciens colonisateurs, c'est la France qui a conservé la domination la plus étroite sur ses anciennes colonies. Les accords qui ont été passés avec les pays nouvellement indépendants garantissent à l'ancienne puissance coloniale le contrôle de la monnaie, de l'armée et des principales ressources en matières premières, c'est-à-dire que, en même temps qu'elle est proclamée, l'indépendance est vidée de son contenu.

La Guinée, qui a osé dire non à la communauté, est l'objet de mesures de rétorsion de nature à saboter son existence : retrait de tous les cadres français, tentatives multiples de déstabilisation. Le pouvoir de Sékou Touré se durcit alors dans une répression féroce. Tous les autres Etats sont maintenus sous contrôle par la coopération française. Les présidents sont agréés par la France, qui ne fera pas moins de **vingt-huit interventions armées en quarante ans** pour maintenir ses protégés au pouvoir, tel Omar Bongo, après Léon Mba, au Gabon. En 1978, l'intervention des paras français à Kolwezi au Katanga sauve le régime de Mobutu, qui fut un désastre pour le Zaïre (ex-Congo belge). Toute velléité d'émancipation se solde par des coups d'Etat pour éliminer les gêneurs. Barthélémy Boganda, qui projetait de fédérer l'Afrique centrale en un vaste Etat, meurt dans un accident d'avion ; Sylvanus Olympio, qui voulait une monnaie pour le Togo, est assassiné ; Modibo Keita, leader progressiste, est chassé du pouvoir au Mali ; Thomas Sankara, artisan de la révolution burkinabé, est assassiné au Burkina-Faso. Les Etats africains sous l'égide de la France sont soumis aux partis uniques, à l'interdiction de toute expression libre, à la chasse aux opposants.

La plupart des pays d'Afrique francophone vivent sous la botte de dictatures qui ont été imposées aux peuples par l'ex-puissance coloniale. Parfois, comme au Cameroun, le mouvement nationaliste local a été éliminé par la force, faisant **plusieurs centaines de milliers de morts entre 1955 et 1970**.

Quarante ans après les indépendances truquées le résultat est catastrophique. L'impunité, la corruption, la violence rongent ces pays, qui régressent dans la misère. L'affairisme néocolonial gangrène la vie politique française, comme l'affaire Elf l'a suggéré dans un procès qui a surtout colmaté les brèches par où une véritable information aurait pu filtrer. (*Odile Tobner*, association *Survie*, *Silence* octobre 2008).

Monde

Afghanistan

Le président afghan, Hamid Karzaï, invite le mollah Omar à revenir en Afghanistan pour participer à la reconstruction du pays. (*Le Monde*, 2 octobre). *Tout ça pour en arriver là ! Quel cinglant échec ! On se souvient que l'invasion de l'Afghanistan en 2001 par les Etats-Unis et ses alliés- dont la France- était motivée par la volonté de mettre la main sur Oussama Ben Laden, chef d'Al Qaida. Le mollah Omar, protecteur d'Al Qaida, était le chef du régime taliban renversé fin 2001. Et la France est favorable aux discussions avec les talibans ! A condition, dit Bernard Kouchner, « d'en exclure les éléments les plus extrémistes », ce qui ne veut rien dire.*

La raison d'être d'Attac.

L'altermondialisation est devant nous. Derrière, nous avons à peine dix années : juste le temps d'amorcer un mouvement qui a vocation à s'inscrire dans un temps long. **Un mouvement qui vise à modifier en profondeur les rapports entre les peuples.** Même chose pour les rapports **au sein de chaque pays** entre les groupes sociaux et entre les citoyens et les pouvoirs, que ces derniers soient politiques, économiques ou médiatiques. Et enfin pour les rapports **entre les citoyens et le travail, la consommation, la culture, l'information ou encore l'éducation.** Il s'agit d'un **mouvement d'émancipation**, contre lequel les grands privilégiés du capitalisme et ses serviteurs, tels Nicolas Sarkozy, manoeuvrent et manoeuvreront.

C'est dans la perspective historique de ce mouvement et des rapports de force qu'il implique que se pense la stratégie et l'action d'Attac. Ainsi, durant le second semestre de cette année, l'association co-organise quatre événements militants face à la présidence française de l'Union européenne : sur la politique agricole, à Annecy les 20 et 21 septembre, l'immigration, à Paris les 17 et 18 octobre, le réchauffement climatique, à Paris le 26 novembre, et sur la crise sociale, à Paris le 6 décembre. Il s'agit de peser autant que possible sur cette présidence grâce à l'action des citoyens. Mais il faut aussi agir dans la durée, avec en points de mire l'intervention de l'association durant la campagne des élections européennes 2009 et les futures mobilisations européennes du mouvement altermondialiste.

C'est à ce combat d'émancipation, visant notamment à résoudre la question écologique dans les meilleures conditions démocratiques, sociales et de solidarité, que sont appelés à participer tous les adhérents et toutes les composantes de l'association. L'émancipation comme principe d'une civilisation à construire grâce à la richesse de la diversité humaine.

Ce projet peut sembler d'une ambition démesurée. Il est pourtant la raison d'être d'Attac depuis sa création il y a dix ans. Il s'offre à tous les adhérents d'aujourd'hui et à ceux qui viendront rejoindre l'association. Il est plus largement le projet de l'altermondialisme. (*Lignes d'attac, octobre*).

France

Que va-t-il rester du Grenelle de l'environnement ?

Au fur et à mesure des débats parlementaires, il fond ! Certes, les « objectifs » sont réaffirmés, et c'est tant mieux : d'ici 2020, 20 % de réduction des consommations d'énergie, 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie (ils ne font que reprendre, ni plus, ni moins, les objectifs fixés au niveau de l'Union européenne) .

Mais les « moyens » pour atteindre ces objectifs ? On verra plus tard (en 2009 ?).

Abandonné, le gel des projets autoroutiers ; remises en question, l'introduction d'un bonus-malus pour orienter la consommation vers des produits moins polluants, et la loi garantissant de produire et de consommer sans OGM ; soumise à la décision de Bruxelles, la TVA réduite sur les produits à faible impact environnemental.

Abandonné, l'objectif de réduction des particules fines, en 2015, à 15 microgramme/m³. Pourtant, les particules fines, qui proviennent du trafic automobile, du chauffage et des activités industrielles, provoquent des maladies respiratoires et cardio-vasculaires. Un lien avec le cancer du poumon a aussi été mis en évidence par certaines études scientifiques. Si la moyenne des émissions était ramenée à 15 microgrammes par mètre cube, entre un mois et deux ans d'espérance de vie seraient gagnés selon les villes.

Que reste-t-il alors ? Triplement des surfaces en agriculture biologique pour atteindre en 2020 20 % de la surface agricole utile (aujourd'hui, les surfaces biologiques représentent... 2 % seulement des surfaces agricoles) [*il semble y avoir des contradictions entre ces chiffres...S'en plaindre auprès de Ga. D. Le Monde*]. Annonce de la rénovation de 800 000 logements sociaux, incitation à la rénovation de l'habitat ancien (prêts à taux zéro), annonce de la division par deux d'émissions de CO₂ dans les bâtiments publics en 10 ans. (*Le Monde, 11 octobre*).

Mais même sur la question du logement, on peut être inquiet : Patrick Ollier (UMP) a fait voter discrètement en commission un amendement selon lequel les logements construits à partir de 2012 seront autorisés à afficher une consommation d'énergie de 120 (et non plus de 50, comme prévu au Grenelle de l'environnement) kWh par mètre carré et par an, à condition qu'ils soient équipés d'un chauffage électrique. Incitation, donc, à développer le chauffage électrique, qui est une aberration écologique (comme en convient la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet). Le gouvernement suivra-t-il M. Ollier ? (*Le Monde, 8 octobre*).

La défiscalisation des agrocarburants, aberration écologique et sociale, coûtera près de 900 millions d'euros pour la seule année 2008.

La taxation de l'énergie a été enterrée (on a transmis la question à une commission d'étude... qui ne s'est jamais réunie !). Comme par hasard, il s'agissait d'une mesure fiscale structurante, ne visant pas à accabler consommateurs et entrepreneurs, mais à les conduire à une autre répartition de leurs budgets et de leurs investissements. Cet épisode navrant déconsidère l'esprit du Grenelle de l'environnement. (*Jean-Paul Besset, Yannick Jadot, Le Monde, 25 septembre*).

Eclairage public. Le saviez-vous ? L'éclairage public est le premier poste de consommation électrique des communes de France. Selon l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 30% de cette somme pourrait être économisée, en ayant recours à des équipements mieux conçus et moins énergivores. (*Le Monde, 26 septembre*).

Déchets. Sur les 849 millions de tonnes de déchets produits par an en France, seuls 4 % proviennent des ménages ; l'agriculture en produit 43 % (la quasi-totalité étant des déchets organiques : fumier, lisier, ...), le BTP, 40 % (pour l'essentiel, des déchets inertes, qui ne présentent pas de danger, et qui sont réutilisés en remblaiement), et le reste est le fait des collectivités. (*Le Monde, 9 octobre*).

Big Brother. Tête-à-Claques place un de ses fidèles à la tête de la DGSE (Direction Générale de la sécurité extérieure), un préfet qui a fait une partie de sa carrière dans les Hauts-de-Seine. L'objectif est de réorienter le renseignement vers la sécurité intérieure. (*Le Monde, 8 octobre*).

L'un des hommes les plus écoutés à l'Élysée est Patrick Buisson, ancien du mouvement Occident, ancien directeur de la rédaction de la publication d'extrême droite Minute. Il a aidé Tête-à-claques à pêcher des voix dans l'électorat lepeniste. On lui doit la transgression majeure qu'est le ministère de l'identité nationale. (*Le Monde, 2 octobre*).

Montrouge

ATTAC92 a le plaisir de vous inviter à une réunion publique, gratuite et conviviale, le jeudi 6 novembre à 20h30, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème « **la crise financière** ».

Courrier des lecteurs

JCM. Tu as raison d'insister sur la natalité, qui est bien pour finir le problème écolo N°1, même si c'est pas "politiquement correct" d'en parler. Et il ne sert à rien de mettre la tête sous le sable en se cachant derrière les injustices criantes qui seraient (c'est tellement plus "politiquement correct" et "généreux") plus prioritaires. Non seulement on est passé de 2 à 6 milliards, mais il y avait en France 85% de ruraux (quasi autarciques) et il en reste moins de 2% (subventionnés). L'humanité a 2 solutions : soit revenir à 1 ou 2 milliards que la terre pourrait porter indéfiniment (les aborigènes australiens ont gardé leur mode de vie pendant 60 000 ans, ce qui ferait au total 4000 milliards de vies en 62 008, de quoi produire encore quelques opéras de Mozart et Jocondes), soit continuer sur sa lancée et périr dans la pollution et les guerres (extinction à 24 milliards dans 100 ans, soit 40 milliards de vie, 100 fois moins, dont la moitié tragiquement écourtées). Certes les religions ne sont pas les dernières à pousser au crime : derrière la préférence pour le fœtus se cache la guerre des berceaux. Si les Américains votent pour leur gardeuse de fœtus et tueuse d'ours, on peut s'attendre à ce que les prochaines balles soient pour nombre d'entre nous.

JT. Et peut être commencer par interdire la propriété privée d'une surface de sol. Cette surface est finie, la population ne l'est pas. J. T.(propriétaire de sa maison d'habitation)

R.L. Merci pour cet article "Démographie".

Le 24/03/2007, ATTAC a été à l'origine d'un mini colloque "Les mouvements sociaux confrontés à la crise écologique". Quelqu'un de la salle a osé poser la question démographique: aussitôt 3 bras se sont levés. "Malthus!-Malthus!-Malthus!". C'est tout: il n'y a rien à dire!

Certes, j'ai lu la traduction de la partie du texte où Malthus oppose les croissances arithmétique (ressources alimentaires) et géométrique (population humaine) : cela ne tient pas debout! Même si le problème reste entier! Etait-ce pour pouvoir s'en prendre aux "pauvres" -lui le pasteur? En tout cas, il le fit : les affamer! pour qu'ils ne se reproduisent pas! Mais osons reconnaître à Malthus d'avoir posé -mal...- la question des limites...-le premier?- à l'espèce humaine: économiques, démographiques, technologiques...que libéraux et marxistes ont beaucoup de mal à admettre! ATTENTION: Certains ont rapproché la courbe "population humaine" depuis 1 million d'années et la courbe "consommation totale d'énergie" sur la même période): elles se chevauchent, sont parallèles, s'écartent un peu lors du "décollage"-années 50-60, et se rapprochent, se fondent à nouveau. Question: lors du déclin du pétrole-gaz, puis du charbon, les courbes seront-elle toujours liées? Dans ce cas, nous serions 4 milliards en 2050 -au lieu des 9 annoncés par les démographes- et 2 milliards en 2100! Famines, épidémies et guerres ont toujours "régulé" l'espèce humaine...Voir sur site Yves COCHET conférence du 22 mai et celle du 20 mai à Sciences-po où les courbes sont plus visibles.

Il y a quelque 2 ans, je m'étais porté volontaire pour faire la synthèse des débats du matin et je me trouvais encore assis à la tribune à la droite de Dominique TADDEI -économiste "de gauche"- qui envisageait une natalité plus forte..."Pour payer les retraites" lui ai-je balancé."Je n'ai pas dit cela" a-t-il répliqué très irrité: il parle fortement et se met facilement en colère...Non, il ne l'a pas dit mais il n'en était pas loin! Irresponsable!

E. H. Je sais que l'heure est grave et que nous devons monter notre esprit citoyen mais je ne suis pas encore prêt pour me faire l'hara-kiri.

J'espère que votre appel soit très bien accueilli et qu'il aura le plus fort impact possible.

En ce qui me concerne, vous pouvez me relancer l'année prochaine, si Sarko est encore là alors peut être que j'aurais envie de débarrasser le plancher ..

Démographie (suite).

« Vers la fin du siècle, la population mondiale pourrait –sauf catastrophe bien entendu – avoir trouvé un équilibre qui la stabiliserait autour de 9 milliards avec une moyenne globale de deux enfants par femme. Cette moindre pression démographique constitue une bonne nouvelle . »(*Louis Maurin, qui cite la dernière estimation du Population Reference Bureau « 2008 World Population Datasheet », Alternatives économiques, octobre*). A la mi-2008, nous étions 6,7 milliards d'humains, le cap des 7 milliards devrait être franchi en 2011 ou 2012 (*Le Monde, 12 octobre*).

Le pape Benoit XVI a réitéré la condamnation par l'Eglise catholique de la contraception (*Le Monde, 5-6 octobre*).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.